

Unité inter-départementale des Alpes du Sud  
84, rue des Artisans, ZI Saint-Joseph  
04100 Manosque

Marseille, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **KEM ONE**

D/SPR/VJ/1340/2023

Saint-Auban

04600 Château-Arnoux-Saint-Auban

Références :

Code AIOT : 0006410873

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/09/2023 dans l'établissement KEM ONE implanté Usine de Saint-Auban 04160 Château-Arnoux-Saint-Auban. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KEM ONE
- Usine de Saint-Auban 04160 Château-Arnoux-Saint-Auban
- Code AIOT : 0006410873
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'activité principale de l'établissement Kem One à Saint-Auban est la production de poudre de polychlorure de vinyle (PVC) par le procédé MSP (Microsuspension). Cette poudre de PVC est utilisée dans la fabrication du PVC émulsion, produit à forte valeur ajoutée, dédié à la fabrication de revêtements de sols et muraux, de cuirs synthétiques, de mastics pour l'automobile et le bâtiment, de jouets, de gants, etc.

L'unité MSP a une capacité de fabrication autorisée de 75 000 t/an.

Le site comprend également :

- des installations de stockage de matières premières et de produits finis,
- un atelier de conditionnement,
- une unité de production d'eau déminéralisée,
- une installation de prétraitement des effluents aqueux,
- un laboratoire d'application plastique.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants : prescriptions relatives à la gestion de l'eau.**

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Débit Point 10	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	/	Sans objet
3	Caractérisation effluents "secondes eaux de lavage chaînes EDM"	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	/	Sans objet
6	Stockage eaux issues de la régénération des chaînes de production d'EDM	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6bis	/	Sans objet
7	Stockage big bags	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6bis	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance point 19	Arrêté Préfectoral du 07/06/2006, article 7	/	Sans objet
4	Purge des anneaux liquides pompes à vide / eaux d'arrosage des garnitures	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	/	Sans objet
5	Incidents "eaux blanches"	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Point de prélèvement TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 33	/	Sans objet
9	VLE TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 36	/	Sans objet
10	Plan des égouts	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	/	Sans objet
11	Piquage réseau AEP pour process	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	/	Sans objet
12	PSH	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en lumière le caractère inadapté des prescriptions actuelles relatives à la surveillance des effluents aqueux issus du site Kem One Saint-Auban. Une refonte de ces prescriptions est à prévoir dans le cadre du réexamen IED (BREF WGC) à venir. A l'issue de l'inspection, des éléments complémentaires ont été demandés à l'exploitant afin d'anticiper l'instruction du dossier de réexamen.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Surveillance point 19

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/06/2006, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> En sortie de l'ensemble des ateliers PVC, et avant toute dilution avec d'autres effluents, les eaux résiduelles devront respecter les valeurs limites suivantes : - concentration maximale en CVM : 4 mg/l - flux journalier : 3 500 g de CVM  Les valeurs de 4 mg/l et 3 500 g/j sont des valeurs moyennes mensuelles. Les rejets journaliers ne devront pas dépasser : 6 mg/l et 5 250 g/j
<b>Constats :</b> Il y a 3 points de rejets au niveau de l'établissement Kem One Saint-Auban : - Le premier point est le "Point 10". Ce point est l'exutoire du réseau pluvial à l'Est du site (à proximité du bâtiment Durance).

- Le deuxième point correspond à l'exutoire des eaux de régénération des chaînes de production d'eau déminéralisée (second lavage). Au cours de la production d'eau déminéralisée, l'exploitant régénère régulièrement les chaînes (nettoyage des résines qui se chargent en sels minéraux). Le premier nettoyage se fait uniquement avec de l'eau à contre courant (nettoyage mécanique), les effluents sont dirigés vers le Point 19 (cf. ci-dessous). Les nettoyages suivants se font par passage d'acide et de soude, les effluents sont dirigés vers la cuve de neutralisation RA910 exploitée par Arkema.

- Le troisième point est le "Point 19", celui-ci recueille les effluents process après passage par la "laiterie" (zone où l'exploitant réalise une opération de coagulation / floculation et une filtration), les eaux de purge des TAR, les eaux de lavage des filtres à sable des TAR, les purges des anneaux liquides des pompes à vide initiales, les eaux d'arrosage des garnitures mécaniques des pompes de transfert, les premières eaux de régénération des chaînes de production d'eau déminéralisée, les eaux pluviales.

L'exploitant n'effectue une surveillance qu'au Point 19. Les paramètres surveillés sont :

- MES
- COT
- AVM
- Acétaldéhyde
- CVM

Deux arrêtés préfectoraux réglementent les rejets du site :

- L'arrêté du 11/06/2004 impose des valeurs limites "en sortie de l'atelier PVC MSP" et un flux journalier limite en CVM "en sortie de l'ensemble des ateliers PVC". Ces dispositions sont à revoir car il n'existe actuellement qu'un atelier PVC MSP

- L'arrêté du 07/06/2006 impose des valeurs limites de rejet "en sortie de l'ensemble des ateliers PVC, et avant toute dilution avec d'autres effluent".

L'exploitant considère, dans sa surveillance actuelle, que ces valeurs s'imposent au Point 19 du site.

Les différents exutoires identifiés rejoignent des réseaux de collecte et la station de traitement exploités par Arkema. Concernant le Point 19, le contrat de prestations de services conclu entre les sociétés Kem One et Arkema prévoit des valeurs limites en débit (Point 19 et autres points) et concentration / flux pour certains polluants au Point 19.

**Observations :** Les prescriptions issues des arrêtés préfectoraux de 2004 et 2006 ne sont plus adaptées à l'activité actuelle de l'établissement. La rédaction des prescriptions, l'emplacement du point de prélèvement, les valeurs limites d'émission devront faire l'objet d'une révision dans le cadre du réexamen IED prévu pour 2024.

Dans l'attente, il est demandé à l'exploitant, sous un délai de 30 jours :

- de transmettre le taux d'abattement pour les paramètres CVM, AVM, acétaldéhyde, MES, COT pour la station de traitement exploitée par Arkema (ce taux d'abattement doit être justifié sur la base de mesures en concentration en entrée et en sortie de la station),
- de transmettre l'analyse de conformité aux documents BREF applicables à l'établissement pour les rejets dans l'eau,
- de transmettre les débits moyens observés pour les effluents suivants : effluents process en sortie de la laiterie, purge des anneaux liquides des pompes à vide initiales, arrosage des garnitures mécaniques, premières eaux de lavage des chaînes d'eau déminéralisée, purge des TAR, eaux de lavage des filtres à sable des TAR, eau pluviale rejoignant le point 19 (i.e. y a-t-il un débit observé en temps sec ?),

<p>- de transmettre une caractérisation de l'effluent correspondant aux premières eaux de lavage des chaînes de production d'eau déminéralisée (envoyé ensuite vers le point 19), comprenant a minima les concentrations en MES, DCO, métaux, chlorures.</p> <p>Par ailleurs, la MTD 27 du BREF WGC prévoit un prélèvement d'échantillon de latex "au point de transition entre le système fermé et le système ouvert où le latex de PVC dans l'eau entre en contact avec l'atmosphère.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de préciser la localisation prévue pour ce point sous un délai de 30 jours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Débit Point 10

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;</li> <li>-respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;</li> <li>-gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il y a 3 points de rejets au niveau de l'établissement Kem One Saint-Auban :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le premier point est le "Point 10". Ce point est l'exutoire du réseau pluvial à l'Est du site (à proximité du bâtiment Durance).</li> <li>- Le deuxième point correspond à l'exutoire des eaux de régénération des chaînes de production d'eau déminéralisée (second lavage). Au cours de la production d'eau déminéralisée, l'exploitant régénère régulièrement les chaînes (nettoyage des résines qui se chargent en sels minéraux). Le premier nettoyage se fait uniquement avec de l'eau à contre courant (nettoyage mécanique), les effluents sont dirigés vers le Point 19 (cf. ci-dessous). Les nettoyages suivants se font par passage d'acide et de soude, les effluents sont dirigés vers la cuve de neutralisation RA910 exploitée par Arkema.</li> <li>- Le troisième point est le "Point 19", celui-ci recueille les effluents process après passage par la "laiterie" (zone où l'exploitant réalise une opération de coagulation / floculation et une filtration), les eaux de purge des TAR, les eaux de lavage des filtres à sable des TAR, les purges des anneaux liquides des pompes à vide initiales, les eaux d'arrosage des garnitures mécaniques des pompes de transfert, les premières eaux de régénération des chaînes de production d'eau déminéralisée, les eaux pluviales.</li> </ul> <p>Aucun texte ne réglemente les rejets d'effluents au Point 10. Néanmoins, il existe un contrat de prestation de services conclu entre Arkema et Kem One. Celui-ci prévoit un volume journalier maximal de 3 600 m3/j pour les "Effluents point 19" et les "Effluents pluvial / sanitaire / incendie hors point 19".</p>

Lors de l'inspection, l'exploitant n'est pas en connaissance d'un système de comptage pour les effluents transitant par le Point 10.
<b>Observations :</b> Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous un délai de 30 jours les informations quant à l'existence d'un éventuel comptage des effluents transitant par le Point 10. En cas d'absence, l'exploitant justifie le respect du contrat de prestations de service, notamment en cas d'épisodes pluvieux.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Caractérisation effluents "secondes eaux de lavage chaînes EDM"

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;</li> <li>-respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;</li> <li>-gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il y a 3 points de rejets au niveau de l'établissement Kem One Saint-Auban :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le premier point est le "Point 10". Ce point est l'exutoire du réseau pluvial à l'Est du site (à proximité du bâtiment Durance).</li> <li>- Le deuxième point correspond à l'exutoire des eaux de régénération des chaînes de production d'eau déminéralisée (second lavage). Au cours de la production d'eau déminéralisée, l'exploitant régénère régulièrement les chaînes (nettoyage des résines qui se chargent en sels minéraux). Le premier nettoyage se fait uniquement avec de l'eau à contre courant (nettoyage mécanique), les effluents sont dirigés vers le Point 19 (cf. ci-dessous). Les nettoyages suivants se font par passage d'acide et de soude, les effluents sont dirigés vers la cuve de neutralisation RA910 exploitée par Arkema.</li> <li>- Le troisième point est le "Point 19", celui-ci recueille les effluents process après passage par la "laiterie" (zone où l'exploitant réalise une opération de coagulation / floculation et une filtration), les eaux de purge des TAR, les eaux de lavage des filtres à sable des TAR, les purges des anneaux liquides des pompes à vide initiales, les eaux d'arrosage des garnitures mécaniques des pompes de transfert, les premières eaux de régénération des chaînes de production d'eau déminéralisée, les eaux pluviales.</li> </ul> <p>Aucun texte ne réglemente les rejets des eaux de régénération des chaînes de production d'eau déminéralisée. Néanmoins, il existe un contrat de prestation de services conclu entre Arkema et Kem One. Celui-ci prévoit un volume journalier maximal de 3 600 m3/j pour les "Effluents point 19" et les "Effluents pluvial / sanitaire / incendie hors point 19".</p> <p>Les débits transitant par l'exutoire des eaux de régénération des chaînes de production d'eau déminéralisée (second lavage) ne sont pas comptabilisés.</p>

<p><b>Observations :</b> Il est demandé à l'exploitant, sous un délai de 30 jours, de transmettre les débits associés aux effluents issus du lavage des chaînes de production d'eau déminéralisée.</p> <p>Par ailleurs, il est également demandé à l'exploitant de transmettre sous un délai de 30 jours, une caractérisation de cet effluent. Cette caractérisation doit porter a minima sur les macropolluants classiques (MES, DCO) ainsi que sur les métaux, les chlorures.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 4 : Purge des anneaux liquides pompes à vide / eaux d'arrosage des garnitures

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Purge des anneaux liquides pompes à vide / eaux d'arrosage des garnitures</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : -limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;</p>
<p><b>Constats :</b> Parmi les effluents collectés au point 19 qui contribuent à la dilution des effluents process, il y a : - les purges des anneaux liquides des pompes à vide initiales, - les eaux d'arrosage des garnitures mécaniques des pompes de transfert.</p> <p>Les purges des anneaux liquides des pompes à vide initiales ne sont pas sensées contenir de polluants (autoclave nettoyé).</p> <p>Les eaux d'arrosage des garnitures mécaniques des pompes de transfert correspondent à une injection d'eau sous pression entre les deux garnitures mécaniques des pompes "Moineau" (transfert du latex) pour assurer l'étanchéité. Cette eau n'est pas polluée. De plus, l'exploitant a proposé le remplacement futur de ces pompes dans une optique d'économie d'eau.</p>
<p><b>Observations :</b> Afin de connaître le taux de dilution engendré par le rejet des effluents décrits ci-dessus, il est demandé à l'exploitant de transmettre sous un délai de 30 jours les débits de rejet correspondant : - aux purges des anneaux liquides des pompes à vide initiales, - aux eaux d'arrosage des garnitures mécaniques des pompes de transfert.</p> <p>Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de s'engager sur une date de remplacement des pompes "Moineau".</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>



## N° 5 : Incidents "eaux blanches"

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Incidents "eaux blanches"
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : -limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 08/12/2022 sur l'établissement Arkema Saint-Auban, il a été constaté la survenue de 19 incidents "eaux blanches" au cours de l'année 2022 : il s'agit de la détection de la part d'Arkema d'un effluent de couleur blanche en provenance de Kem One (effluent chargé en PVC).  Ces incidents sont liés à des débordements de big bags au niveau de la "laiterie" : les big bags sont sensés assurer une filtration de l'effluent chargé en PVC, or il arrive que cette filtration soit perturbée (exemples : débit d'alimentation du big bag trop important, variation dans la qualité de l'effluent) et qu'il y ait des débordements. Kem One a mis en place récemment une caméra et un turbidimètre pour réduire la survenue de ces incidents. Lors de la visite en salle de contrôle, le fonctionnement de ces équipements a pu être vérifié.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Stockage eaux issues de la régénération des chaînes de production d'EDM

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6bis
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toute disposition appropriée pour protéger le sol et les eaux souterraines. Il entretient et surveille à intervalles réguliers les moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte-rendu des opérations de maintenance, entretien et étanchéité des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc.).
<b>Constats :</b> Les effluents issus de la régénération des chaînes de production d'eau déminéralisée sont stockés après leur sortie du site dans une cuve exploitée par la société Arkema. Lors de la visite de terrain, il a été constaté que l'état de la cuve est fortement dégradé. Celle-ci n'est plus étanche et les effluents sont en conséquence stockés au sein de l'ouvrage en béton contenant la cuve.
<b>Observations :</b> Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous un délai de 30 jours les éléments justificatifs de l'étanchéité du stockage des effluents issus de la régénération des chaînes de production d'eau déminéralisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Stockage big bags

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6bis
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toute disposition appropriée pour protéger le sol et les eaux souterraines. Il entretient et surveille à intervalles réguliers les moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte-rendu des opérations de maintenance, entretien et étanchéité des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc.).
<b>Constats :</b> Lors de la visite de terrain, il a été constaté que les bigs bags qui sont retirés après séchage à la "laiterie" sont stockés : <ul style="list-style-type: none"><li>- en extérieur, à même le sol, des traces de ruissellement sont visibles, ces eaux rejoignent une grille pluviale et convergent vers le Point 19,</li><li>- à l'intérieur d'un bâtiment désaffecté, la dalle de ce bâtiment n'est pas totalement étanche, néanmoins il n'est pas constaté de traces de ruissellement.</li></ul>
<b>Observations :</b> Il est demandé à l'exploitant de justifier sous un délai de 30 jours l'absence de risque de pollution des sols concernant le stockage des bigs bags au sein du bâtiment désaffecté. Il est également demandé à l'exploitant de s'engager sur le délai de réalisation d'une zone de stockage couverte et munie d'une rétention adaptée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Point de prélèvement TAR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 33
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Point de rejet TAR
<b>Prescription contrôlée :</b> Points de prélèvements pour les contrôles. <ul style="list-style-type: none"><li>a) Sur la ou les canalisation(s) de rejet d'effluents de l'installation de refroidissement sont prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...). Ils sont représentatifs du fonctionnement de l'installation et de la qualité de l'eau de l'installation qui est évacuée lors des purges de déconcentration. Dans le cas d'un site comprenant plusieurs tours ou circuits de refroidissement, ce point de prélèvement peut se situer sur le collecteur de rejets commun de ces installations ;</li><li>b) Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène ;</li><li>c) Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</li></ul>

<b>Constats :</b> Il existe un point de prélèvement commun aux deux tours aéroréfrigérantes, représentatifs du fonctionnement de l'installation et de la qualité de l'eau de l'installation qui est évacuée lors des purges de déconcentration.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : VLE TAR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 36
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE TAR
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 36 de l'arrêté du 14 décembre 2013 Généralités. Tous les effluents aqueux sont canalisés.  Les valeurs limites d'émission ci-dessous s'entendent avant toute dilution des rejets de l'installation de refroidissement.  I. Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.  Les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas : MEST : 600 mg/l ; DCO : 2 000 mg/l ; Azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ; Phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l.  Toutefois, les valeurs limites de rejet peuvent être supérieures aux valeurs ci-dessus si les autorisations et éventuelle convention de déversement l'autorisent et dans la mesure où il a été démontré que le bon fonctionnement des réseaux, des équipements d'épuration, ainsi que du système de traitement des boues n'est pas altéré par ces dépassements. Pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel. Fe : 5 mg/l AOX : 1 mg/l Pb : 0.5 mg/l Ni : 0.5 mg/l As : 50 µg/l Cu : 0.5 mg/l Zn : 2 mg/l THM : 1 mg/l

<b>Constats :</b> L'arrêté ministériel du 14/12/2013 impose des fréquences trimestrielles ou annuelles selon les polluants à mesurer. L'exploitant réalise des mesures trimestrielles pour l'ensemble des polluants. Lors de l'inspection, les 3 dernières analyses réalisées ont été consultées. Les valeurs limites d'émission sont respectées. Néanmoins, les paramètres azote global et phosphore total n'ont pas été analysés.
<b>Observations :</b> Il est demandé à l'exploitant d'inclure les paramètres azote global et phosphore total lors des prochaines analyses des effluents issus des TAR.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 10 : Plan des égouts

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des égouts
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan des caniveaux révisé en mai 2023. Ce plan mentionne bien la "laiterie" (filtration des effluents en provenance des ateliers de fabrication) qui n'apparaissaient pas sur le dernier plan consulté. La suppression de la station "MESE" désaffectée, a été effectuée. Enfin, les TAR apparaissent bien ("Hamon PVC 2bis").
<b>Observations :</b> Il est demandé à l'exploitant de procéder à la mise à jour du plan en supprimant le raccordement de l'égout urbain au réseau Kem One au nord-est du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 11 : Piquage réseau AEP pour process

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : - utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un synoptique pour l'alimentation en eau de l'établissement. Arkema fournit de l'eau potable à Kem One pour ses besoins sanitaires. Selon l'exploitant, cette eau n'est pas utilisée pour les besoins process. Un relevé mensuel est effectué pour l'ensemble des compteurs de la plateforme, y compris les compteurs alimentant Kem One. Les volumes sont faibles au regard de la consommation en eau brute, ce qui confirme l'indication de l'exploitant selon laquelle il n'y a pas de piquage d'eau potable pour le process de fabrication.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'autorité administrative compétente en matière de police des installations classées peut adapter les dispositions du présent arrêté aux circonstances locales en fixant des objectifs de réduction différents de ceux mentionnés au I de l'article 2 ou en modifiant la liste des installations, des exploitants ou des pourcentages mentionnés à l'article 3 et adapter en conséquence les éléments tenus à jour mentionnés à l'article 4.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le projet d'arrêté cadre départemental sécheresse des Alpes-de-Haute-Provence prévoit des dispositions alternatives aux mesures générales de restriction pour les établissements ayant mis en place un Plan de Sobriété Hydrique (PSH). L'établissement Kem One a transmis un PSH à l'inspection des installations classées. Ce PSH inclut :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le diagnostic des consommations par type de prélèvement,</li> <li>- un schéma hydraulique,</li> <li>- le positionnement par rapport aux MTD,</li> <li>- un recensement des actions passées et à venir pour la réduction de la consommation d'eau.</li> </ul> <p>Le PSH de Kem One ne prévoit pas de mesures de réduction conjoncturelles en cas de déclenchement des stades "vigilance", "alerte", "alerte renforcée" ou "crise". Selon l'exploitant, l'absence de telles mesures est justifiée par le fait qu'elles impliqueraient obligatoirement une réduction de la production.</p> <p>Compte tenu des mesures de réduction passées, de la réduction globale du ratio "m3 consommés / tonne de PVC produite", des mesures structurelles significatives engagées et/ou planifiées, le PSH transmis par Kem One peut être acceptable.</p> <p>Parmi ces mesures structurelles, il y a :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une régulation du pH au niveau des TAR représentant une économie d'eau de l'ordre de 20 000 m3/an (action lancée, mise en place prévue pour février 2024),</li> <li>- une modification du fluide de refroidissement pour l'effluent en sortie du broyeur pour les eaux process : l'exploitant de prévoir d'utiliser les effluents en sortie directe du broyeur pour refroidir les effluents chauds en sortie du stripping (abattage du CVM) au sein de l'échangeur spiralé, représentant une économie d'eau de l'ordre de 3 000 m3/an,</li> <li>- un remplacement de la technologie de préchauffage des latex avant passage au sein des Niro (boucle d'eau chaude au lieu d'injection de vapeur), représentant une économie d'eau de l'ordre de 3 000 m3/an.</li> </ul> <p>En outre, l'exploitant a lancé une mission au bureau d'études Burgeap pour développer des actions de recyclage de l'eau. Des résultats sont attendus pour les prochains mois.</p>
<p><b>Observations :</b> Il est demandé à l'exploitant de transmettre les conclusions de l'étude menée par la société Burgeap concernant les actions de recyclage de l'eau.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet